



BANQUE  
ERIC STURDZA

# QUE REPONDRE AUX AVOCATS DU BREXIT ET AUX DETRACTEURS DE L'EUROPE ?

*Bruno Desgardins*

*Le 2 septembre 2016*

Le Brexit n'était pas donné gagnant le soir même de l'élection et pourtant 52% des anglais, 36% des électeurs ont voté « pour », rappelant la justesse d'un propos de Raymond Aron : « Ceux qui croient que les peuples suivront leurs intérêts plutôt que leurs passions n'ont rien compris au XX ». L'irrationnel l'a emporté sur le rationnel. La plus ancienne démocratie parlementaire a cédé, pour le pire, aux sirènes d'un référendum. La société est coupée en deux, les partis politiques implorent, l'unité territoriale est menacée. Les jeunes de 18/24 ans qui, à 75%, ont voté pour rester, ont pêché par optimisme, n'ont été qu'un tiers à voter quand 80% des plus de 65 ans ont voté à 61% pour une sortie. Les chantres du Brexit, Michael Farage et Boris Johnson, ont été saisis d'effroi devant ce résultat. Trop tard, mais avec lucidité, ils ont compris les méfaits de leurs discours démagogiques sur des populations mal informées et ils ont préféré abandonner la partie et démissionner. Il n'empêche.

Certains anglais, pour se rassurer?, persistent à croire aux bienfaits de cette décision et curieusement, certains en Suisse semblent éprouver de la sympathie pour ce vote. Mais c'est confondre les deux économies. Autant la Suisse est compétitive, même avec une devise forte, en témoigne son très important excédent commercial, autant la Grande Bretagne n'est pas compétitive, même avec une devise faible, en témoigne un des plus forts déficits commerciaux de l'OCDE et un déficit courant qui s'établit à 5% du PIB. Autant la Suisse a une dette publique en phase de réduction, à 40% du PIB, et enregistre année après année des excédents budgétaires, autant la Grande Bretagne constate une aggravation de sa dette publique, proche de 90% du PIB et accumule chaque année le pire des déficits budgétaires, 4.9% encore en 2015, après la Grèce. La Suisse demeure une puissance industrielle avec plus de 20% de son PIB dans ce secteur, la Grande Bretagne est largement désindustrialisée avec 11% du PIB dans l'industrie. Et on pourrait additionner les points de comparaison qui seraient autant de points de divergence. La Suisse s'enrichit seule, la Grande Bretagne s'appauvrit, ne serait-ce que consécutivement à la dépréciation de sa devise.

L'objet de cette note est de reprendre point par point les affirmations ou les allégations d'un avocat de la cause du Brexit pour nourrir le débat et éclairer le jugement. Point de polémique, juste des faits précis et des rappels indispensables pour servir la vérité. Dans la ligne de notre note de juin, « L'Europe, le jour d'après », il ne s'agit nullement de nier les problèmes rencontrés par l'Europe, simplement de mettre en lumière la perte que représente pour le Royaume Uni, peut-être demain pour la seule Angleterre, la sortie de l'Union Européenne et le gain que pourrait représenter pour l'Europe l'approfondissement de certaines politiques, souvent récusées par le Royaume Uni, la sécurité aux frontières de l'Union, la défense européenne, les infrastructures ou encore l'énergie.

## 1. Le futur du Royaume Uni

### 1.1 *“If we had stayed in the EU, we would have been called on to help bail out the foundering PIGS”:*

Non, confusion entre Eurozone et Union Européenne ! Indépendamment de ceci, l'Irlande, le Portugal n'ont pas fait défaut, l'Italie n'a pas emprunté, la Grèce a négocié un rééchelonnement.

La contribution britannique a toujours été faible, la plus faible des grands pays, à 0.5% du PIB. La Norvège et la Suisse paient par habitant, respectivement 90% et 50% de la contribution anglaise. Un organe eurosceptique, Open Europe, a calculé que 93% des réglementations européennes continueraient à s'appliquer à l'Angleterre dans le cas d'une appartenance à l'Espace économique européen. Ne pas participer à l'Espace économique européen, c'est-à-dire choisir un accord bilatéral, à l'instar de celui négocié par le Canada, ferait perdre le bénéfice du passeport européen pour les banques, donc serait pire. Le solde de la balance des services financiers avec le reste de l'Union, £18 milliards, utile pour compenser le déficit de la balance commerciale, serait amputé en cas de Brexit.

### 1.2 *« We are the best performing economy of EU » :*

#### - *Comment oser dire que la Grande Bretagne est l'économie la plus performante ?*

Au lendemain de la guerre, une £ valait 4\$, aujourd'hui 1.3\$, et pourtant le \$ a été lui-même faible contre le Franc Suisse ou d'autres devises.

#### - *Les mauvais chiffres structurels du Royaume Uni :*

Le Royaume Uni enregistre, après la Grèce, le plus élevé déficit budgétaire d'Europe, 4.9% du PIB en 2015, le plus grave déficit commercial, le plus important déficit des paiements courants, 5% du PIB, un taux d'endettement des ménages, plus de 150% du revenu disponible brut, supérieur à celui des grands pays du continent et, à la différence des Etats-Unis, qui n'a pas baissé depuis 2008. Le pays a également longtemps affiché un des taux d'inflation les plus élevés et sans surprise, jusqu'au Brexit un taux à 10 ans très supérieur à celui de la France, ce qui montre la perception du risque par les marchés.

#### - *La dépendance envers les capitaux étrangers :*

Le Royaume Uni a amplement bénéficié des investissements directs de l'étranger (IDE), qui ont représenté 4.5% du PIB et ont fait entrer beaucoup de capitaux, bien nécessaires, dans le pays.

Mais prenons garde, la moitié provient de l'Union Européenne et on peut conjecturer que, beaucoup d'investisseurs, exemple des constructeurs automobiles, privilégieront désormais l'Espagne ou d'autres destinations à l'intérieur de l'Union pour ouvrir le débouché européen. L'essentiel des IDE étaient motivés par un accès au marché européen. Quand Nissan produisait 475 000 véhicules en Angleterre en 2015, c'était pour en revendre la moitié au sein de l'Union Européenne et, pour Toyota, c'était même 75% de la production qui était destinée à l'export vers l'Union. Quid demain ? Quel attrait représente un petit pays de 65 millions par rapport à un grand marché de 500 millions ? Ecartons d'emblée l'idée qu'une dépréciation de la £ redonnera de la compétitivité à cette industrie car trop de composants sont importés.

- ***L'industrie britannique est faible et faiblement compétitive :***

Faible puisqu'elle ne représente que 10 à 11% du PIB. Faiblement compétitive car même la dépréciation de la £ en 2008 n'a pas permis une croissance des exportations. La Chine est un grand marché, mais le Royaume Uni y exporte moins qu'en Irlande, pourtant petit marché de moins de 5 millions d'habitants ! La France n'est pas un parangon de compétitivité et pourtant, la balance commerciale franco-britannique est positive de 12 milliards en faveur de la France ! Un regard sur les vingt dernières années montre que l'émergence de la Chine sur la scène internationale a coûté au Royaume Uni 30% de ses parts de marché à l'export contre seulement 20% en moyenne pour les grandes économies. La sortie de l'Union fera perdre des marchés européens à la Grande Bretagne qui trouvait là un débouché à 45% de ses exportations. Indéniablement, le pays mettra du temps à trouver des compensations ailleurs dans le monde.

- ***La dépréciation de la £ :***

Dans un pays comme le Royaume Uni aussi dépendant des importations, 30% du PIB, c'est une perte de pouvoir d'achat pour le britannique, c'est un appauvrissement des consommateurs. Aucune comparaison possible avec la Suisse qui, sa force économique aidant, bénéficie régulièrement d'une appréciation de son pouvoir d'achat sur la scène internationale.

- ***L'inquiétude des marchés et de la Banque d'Angleterre :***

S'il était vrai que le Royaume Uni est l'économie la plus performante d'Europe, la plus solide, comment comprendre que le pmi composite en juillet soit tombé en zone de récession à 47.7 ? Comment expliquer l'inquiétude des marchés, palpable dans la dépréciation de la £ de 1.50 contre \$ à la veille du référendum à 1.30 aujourd'hui ? Comment expliquer l'inquiétude de la Banque d'Angleterre qui vient de réviser aussi drastiquement de 2.3% à 0.8% ses attentes de croissance pour l'année 2017 ? Comment justifier une baisse des taux à 0.25%, le plus bas niveau des trois cent dernières années ? Comment valider un élargissement du programme de rachat d'actifs porté de £375 milliards à 435 milliards et étendu aux obligations d'entreprises pour £10 milliards ?

Le Financial Times a évalué à 3 millions, le risque de pertes d'emplois né du Brexit. Après les décisions récentes, plus rien n'est à attendre d'une éventuelle nouvelle baisse des taux, tout au plus un allègement des charges d'intérêts pour les emprunteurs dans l'immobilier.

1.3 « *No one can match up (The U.K) in the service sector* » :

40% des sièges européens des 250 premières entreprises mondiales sont, selon Deloitte, installés en Grande Bretagne. La finance et les services connexes représentent 2.1 millions d'emplois, l'équivalent de 7.2% de la main d'œuvre et £66 milliards de recettes fiscales, soit 11% des recettes selon City of London.

Que vont advenir une partie de ces emplois et de ces recettes, demain quand la City perdra le passeport européen, quand beaucoup de services financiers devront migrer vers l'Europe continentale, quand Francfort, Amsterdam, Paris, Dublin s'efforceront d'attirer ces services.

Quoiqu'il arrive, ce n'est pas de l'industrie manufacturière, seulement 10% du PIB, qu'une compensation pourra venir car on ne peut guère anticiper d'investissements des multinationales sur un territoire britannique réduit à ses frontières.

1.4 « *The CANs have been among the best performing developed countries in the world. Australia has gone for 25 years without a recession* »: idée que le Royaume Uni réussirait mieux hors de l'Union.

- ***Un rappel :***

Le Financial Times a bien montré à quel point l'Angleterre a profité de l'appartenance à l'Union européenne. Entre 1958 et 1973, le PIB/habitant en France, en Allemagne et en Italie a augmenté de 95% et en Angleterre de seulement 50%. En 1973, l'Angleterre était « l'homme malade de l'Europe » et l'appartenance à l'Europe a obligé l'Angleterre à être plus compétitive.

- ***Des différences :***

Ces économies ne sont pas comparables. Canada et Australie sont deux pays producteurs de matières premières. La conjoncture du second est très liée à la demande chinoise.

- ***L'économie britannique est beaucoup plus dépendante de l'Europe que les deux citées ci-dessus :***

13% du PIB anglais, 50% des exportations sont à destination de l'Europe, 9 millions d'emplois sont liés à ces exportations, 46% des flux d'investissements directs de l'étranger (IDE) proviennent d'Europe. Le Commonwealth ne saurait être une solution de repli car il n'absorbe que 10% des exportations britanniques.

1.5 « *The US, China, India...do not have free access yet they export huge amounts to the EU and pays mainly a 4% tariff* » :

La comparaison n'a pas de sens, les deux premières citées sont 5 à 8x plus importantes en termes de PIB, les trois sont importantes et incontournables en termes de débouchés. Le Royaume Uni représente à peine 3% du PIB mondial, l'Angleterre, sans l'Ecosse et l'Irlande, sensiblement moins.

1.6 « *It is now six years into negotiating a deal between EU and Canada* » :

Tout est dit, voilà ce qui attend l'Angleterre qui va devoir renégocier une cinquantaine d'accords commerciaux avec des pays tiers.

1.7 « *Yes, our universities and our farmers and other grantees get money from the EU... think of these grants as UK money going to Brussels and round tripping. There is no reason why the UK government shouldn't continue the funding* » :

Oui on entend les plaintes des bénéficiaires, agriculteurs, chercheurs et beaucoup d'autres, non l'Europe ne se réduit pas égoïstement à des chèques compensatoires et à des versements. Oui la Banque Européenne d'Investissements a versé £8 milliards en 2015.

Le gouvernement britannique va devoir se substituer à Bruxelles dans la gestion de ces aides.

1.8 « *We should adopt a foreign policy like Germany or the Scandinavians* » :

Ce serait mieux que l'intervention en Irak mais cet isolationnisme n'est clairement pas dans la tradition britannique.

Le camp du Brexit est très hétérogène, très divisé entre des ultralibéraux, des nationalistes et des déçus de la mondialisation. Il est impossible d'oublier les 48% de votants, jeunes, éduqués, londoniens, ouverts sur l'Europe et frustrés du résultat.

## **2. Le débat sur l'Europe : forces, faiblesses, avenir.**

### 2.1 « The EU is as arrogant as the Titanic » :

Deux idées dans cette affirmation que les 7 point ci-après relativisent.

#### **- *L'Europe reste la première puissance commerciale :***

De toutes les régions, c'est elle qui est la plus intégrée puisque 70% des échanges sont à l'intérieur de la zone, à comparer avec 50% sur le continent américain pour les membres de l'ALENA et 50% pour les pays asiatiques. L'Union Européenne réalise 1/3 des publications scientifiques du monde, les Etats-Unis ¼, la Chine 20%. L'Union européenne, même si elle ne le souhaite pas, peut se passer du Royaume-Uni. Les exportations de l'Union vers le Royaume Uni n'excèdent pas 2.5% du PIB.

#### **- *La croissance potentielle a baissé :***

La demande intérieure est modeste, comme partout dans le monde développé, peut-être plus qu'ailleurs car la population est plus vieillissante qu'aux Etats-Unis, mais le taux de chômage diminue, 10.1% en août, le taux de croissance anticipé par la BCE est de 1.4%. Mais, même si le taux d'inflation, 0.2% en août, a parfois été négatif, la déflation a été évitée. A fin juillet, la zone Euro enregistre une croissance des volumes de crédit de 1.9% sur un an.

#### **- *L'Europe sait qu'elle doit choisir :***

Rester confinée à une zone de libre-échange, le souhait britannique, ou initier de nouvelles politiques communes. Si on peut à bon droit incriminer l'esprit punitif de la Commission ou en déplorer le caractère bureaucratique, il n'est pas douteux que l'enlisement de l'Europe, ces dernières années, doit beaucoup au refus des britanniques d'accroître le budget européen, de permettre l'avancée de nouvelles politiques, énergie, défense... Soyons prosaïque, le futur de l'Europe sera un succès si des emplois sont créés et si le pouvoir d'achat des citoyens s'améliore, d'où la nécessité d'encourager la formation, la recherche, d'où l'opportunité de dynamiser le plan Juncker, les fameux Euros 315 milliards dans les infrastructures.

#### **- *L'union fait la force, les divisions et les barrières affaiblissent :***

Récemment, c'est parce que l'Union Européenne est la première puissance économique mondiale qu'elle a été capable d'adresser un message de fermeté aux chinois sur l'acier plat et, pour lutter contre le dumping, d'imposer des droits de douane rétroactifs entre 18 et 35%. De même, c'est unie que l'Europe peut faire un bras de fer avec le Trésor américain sur l'imposition des grandes sociétés américaines en Europe. Le Royaume Uni, seul, n'y parviendra pas.

- ***L'Union Européenne organise la solidarité entre ses Etats membres :***

On imagine mal les pays d'Europe de l'Est, parfois critiques, se priver d'une manne généreuse qui a permis une croissance rapide du PIB/habitant depuis l'intégration : la Pologne reçoit ainsi, annuellement, une aide nette de Euros 13.7 milliards, la Hongrie 5.7 milliards, la Roumanie 4.5 milliards.

- ***L'Union européenne présente déjà une certaine flexibilité :***

Quand certains appellent de leurs vœux une Europe à plusieurs vitesses, généralement deux, ils semblent oublier que la zone Euro a un certain périmètre, Schengen en a un autre, que demain une taxe sur les transactions financières pourrait rapprocher une dizaine de pays. En fait le traité de Lisbonne ouvre la possibilité de coopération si neuf pays adhèrent à un même projet.

- ***De nombreux pays membres de l'Union Européenne ont su mener des réformes ambitieuses :***

Celles-ci faciliteront la convergence. On pense aux réformes du marché de l'emploi en Allemagne sous Schroeder, plus récemment en Espagne, très récemment en Italie.

2.2 « wonderful for Germany » :

Deux idées : une Allemagne avantagée par un Euro faible mais qui exporte la déflation.

- ***L'Europe ne profite pas uniquement à l'Allemagne !***

Si un pays a bénéficié d'un régime de faveur, c'est le Royaume Uni : chaque année, la contribution de l'Allemagne est de Euros 25.8 milliards, celle de la France 19.6 milliards, l'Italie 14.4 milliards, la Grande Bretagne 11.3 milliards, montant à peine supérieur à celui de l'Espagne qui verse 10 milliards et dont le PIB est presque deux fois plus faible que celui du Royaume Uni.

- ***La devise n'est pas le seul paramètre de la compétitivité :***

Certes la valeur des exportations allemandes s'est élevée en 2015 à Euros 1200 milliards, en croissance de 6.4%, malgré l'atonie du commerce international, certes l'excédent commercial allemand est de Euros 248 milliards, c'est-à-dire 8% du PIB, certes l'Allemagne profite d'un Euro sous-évalué mais la £ est faible depuis toujours et le Royaume Uni enregistre chaque année un déficit commercial très élevé. La discipline budgétaire allemande, un excédent de 1.2% du PIB en 2016 au premier semestre, l'indiscipline budgétaire britannique, n'ont rien à voir avec l'Europe.



- ***L'Allemagne n'est pas aussi forte qu'on ne le croit :***

Si aujourd'hui, l'Allemagne réalise 20% du PIB de l'Union quand la France et la Grande Bretagne n'en réalisent chacun que 14%, l'Italie 12%, l'Espagne 8% et la Pologne 5%, elle présente aussi certaines faiblesses. Elle épargne trop, investit insuffisamment dans l'éducation et les infrastructures, a une population vieillissante et donc, à l'horizon 2050, la France devrait avoir une population supérieure.

2.3 « crucified southern Europe » :

- ***L'Europe du Sud a profité de l'Euro :***

La perception du marché sur le risque représenté par les pays d'Europe du sud a permis, grâce à la création de l'Euro, une formidable détente des taux d'intérêts, donc un allègement du fardeau de la dette. A la naissance de l'Euro, les taux italiens à 10 ans étaient de 5.21%, ils sont désormais de 1.12%, les taux espagnols sont passés de 3.88% à 0.93%, les taux portugais de 4.22% à 2.97%, les taux irlandais de 5.53% à 0.39%. Seule exception la Grèce, mais l'ampleur de la crise récente l'explique et le trucage des chiffres lors de l'entrée fournit un autre élément de réponse. Pour être plus juste dans l'analyse et gommer l'effet d'anticipation des marchés, retenons les taux à 10 ans de ces pays quelques mois auparavant, en juillet 1998: l'Espagne avait un taux de 4.99%. Donc l'effet positif de l'Euro est encore plus insigne.

- ***Les pays d'Europe du sud n'ont pas été crucifiés mais simplement ils avaient pénalisé eux même leur compétitivité :***

Entre 2000 et 2008, le coût horaire dans le secteur manufacturier avait augmenté de près de 50% en Grèce, 42% au Portugal, 38% en France, 34% en Espagne et 31% en Italie quand il ne s'était accru que de 11% en Allemagne (source BCE). Entre 1999 et 2009, la rémunération des fonctionnaires grecs avait augmenté de 120%.

- ***La Grèce est un exemple intéressant :***

Il est facile pour les grecs d'incriminer les institutions communautaires mais la cause première de leurs difficultés, c'est l'absence de compétitivité de l'économie, l'insuffisante spécialisation dans des secteurs porteurs, les carences du système éducatif, la faiblesse du nombre d'actifs, 4 millions, par rapport au nombre de retraités, 2.5 millions, sans oublier les 1.5 millions de chômeurs.

- ***Les dirigeants de Bruxelles font preuve de compréhension face aux difficultés des pays d'Europe du Sud :***

Ainsi aucune sanction pour déficit budgétaire excessif n'ont été imposé à l'Espagne et au Portugal. Le plafond était de 3%, le déficit espagnol était de 5.2% en 2015, le déficit portugais de 4.4%.

2.4 « Italians banks are bust without government help but the EU rules forbid it »:

- ***La sous-capitalisation des banques italiennes est un des problèmes de l'Europe :***

L'encours des crédits non performants a été multiplié par 4 depuis 2008 pour atteindre Euros 360 milliards, l'équivalent de 20% du PIB italien alors que ce pourcentage ne dépassait pas 5% pour les banques américaines en 2007, les sureffectifs dans les agences bancaires sont manifestes.

- ***Le dossier n'est pas finalisé :***

Gageons que les contribuables italiens ne seront pas mis à contribution alors même que la loi bancaire européenne de décembre 2014 le prévoit. Gageons que le gouvernement italien sera autorisé par Bruxelles à renflouer ses banques ou à les délester d'une partie de leurs créances douteuses ou à mettre une partie de celles-ci dans une « bad bank ».

- ***L'Espagne a bénéficié de ce traitement :***

C'était il y a deux à trois ans et l'Irlande avait obtenu auparavant un concours européen de plus de Euros 70 milliards sans compensation (rappelons que l'Allemagne et la France voulaient initialement conditionner l'octroi de ce plan à une majoration du taux d'impôt irlandais sur les sociétés).

2.5 "*Greece is literally beyond help*":

La Grèce n'a pas été abandonnée, elle a bénéficié de nombreux plans de soutien, le troisième, accordé à la veille de l'été, s'élève à Euros 86 milliards. En contrepartie de ces aides, la Grèce réalise des réformes : l'âge de la retraite va être porté de 65 à 67 ans, les pensions des retraités diminuent quelque peu, la TVA a été majorée de 21 à 23%.

La situation économique s'améliore.

2.6 "*The PIIGS show few signs of recovery*":

C'est totalement faux. Les balances commerciales de l'Espagne et du Portugal, négatives à hauteur de 10% du PIB en 2007, sont aujourd'hui rééquilibrées.

Les coûts de production ont été abaissés, la compétitivité se redresse, les investissements étrangers dans ces pays augmentent (ex. Renault en Espagne...).

***L'Espagne*** devrait afficher cette année une croissance du PIB de 3%. Le pays a restructuré le secteur bancaire après la crise immobilière et profite depuis quelques mois d'une forte reprise des volumes de crédit et de taux variables attractifs. Le pays n'a eu besoin d'utiliser que 40 des Euros 100 milliards proposés par

l'Union Européenne. Le nombre d'agences bancaires/habitant, un des plus élevés au monde, a été réduit de 46 000 à 30 000. Le tourisme, 14% du PIB, profite d'un afflux d'étrangers.

**L'Irlande** a enregistré une croissance de 7.5% en 2015 et affiche de nouveau un taux de chômage de 8.4%, comparable au pourcentage observé avant la crise. La dette des ménages atteignait 2.1x le revenu disponible brut des ménages en 2009, 1.7x aujourd'hui.

En **Italie**, les résultats sont plus modestes mais la réforme du marché du travail en 2015 a permis la création de 0.3 million d'emplois.

Au **Portugal**, le déficit budgétaire a été abaissé de 8.9% en 2014 à 3.6% en 2015 mais surtout des réformes structurelles ont été mises en œuvre : une retraite portée à 66 ans, un nombre de fonctionnaires réduit de 70'000, des prestations sociales abaissées, un salaire minimum gelé à Euros 500. Et le pays regagne en compétitivité.

### 2.7 *"PIIGS bring to power extremist parties"*:

Où sont les menaces les plus fortes ? Autriche, Finlande, Danemark, trois pays plus épargnés que les PIIGS. Combien représente l'extrême droite au Portugal, en Espagne, en Irlande ? Rien. En Grèce, le mouvement Aube dorée est fort mais loin derrière Syriza. Beppe Grillo ou Podemos ou Syriza ne sont pas des partis extrémistes mais alternatifs. Aucun ne demande la sortie de l'Europe et confronté à la réalité du pouvoir, Syriza a rapidement plié.

## CONCLUSION sur l'Europe et sur le Royaume Uni :

- A propos de l'Europe, reprenons les termes du plus grand des anglais, **Winston Churchill** qui dans son discours de Zurich en 1946 éclairait l'avenir : « *Si l'Europe était un jour unie dans le partage de son héritage commun, il n'y aurait aucune limite au bonheur, à la prospérité et à la gloire dont joueraient ses 300 ou 400 millions d'habitants* ».

Il y a encore du chemin :

- o Economiquement, soit il faut envisager une Europe à deux vitesses, soit/et il faut ambitionner de réduire des inégalités de revenus qui entre les pauvres, la Bulgarie, et les riches, l'Autriche, sont de 1 à 3.7x, plus proches de celles des Etats-Unis avec le Mexique, 1 à 3x qu'entre le riche Delaware et le pauvre Mississippi, 1 à 2. Il est vrai que l'entrée de la Bulgarie est récente et que le rattrapage réalisé à l'Est de l'Europe est immense mais on doit stimuler les investissements communautaires en infrastructures, dans la recherche et dans l'éducation.  
Le budget communautaire, Euros 155 milliards dont 62 milliards pour l'agriculture et 41 milliards pour la cohésion territoriale, ne peut rester inférieur à 1% du PIB quand le budget fédéral américain représente près de 18% du PIB. Peut-être devrait-on créer un budget de la zone Euro, un ministre des finances de la zone Euro, voire même envisager une représentation unique au sein des grandes instances internationales. Les tensions entre le nord et le sud de l'Europe sourdent, **Pascal Bruckner** stimule la réflexion quand il relève deux attitudes face à la dette en Europe, l'une au Nord qui relèverait de l'esprit de sérieux, d'économie, impose de ne pas tolérer un déficit excessif, l'autre dans le Sud catholique, fait une large part à la faillibilité humaine et manifeste une mansuétude inépuisable envers nos manquements.
  - o Politiquement, il est surprenant de voir, depuis 1979, la division par deux du taux de participation aux élections européennes alors que les pouvoirs du Parlement se sont accrus. Il faut donc continuer de rapprocher l'Europe des citoyens, conjurer le risque de déliquescence, accélérer l'intégration sur des politiques emblématiques pour les citoyens, la sécurité aux frontières, la défense, l'énergie...
  - o Diplomatiquement, l'incapacité européenne à être unie face à la crise des Balkans dans les années 90 a laissé des traces. L'Europe doit être forte car **Michel Foucher** le rappelle, « *83% des 75 tensions internationales les plus graves sont à moins de six heures de Bruxelles* ».
- A propos du Royaume Uni, il est d'humeur de décrier les experts mais n'est-il pas surprenant que toutes les instances internationales, de S&P au FMI, en passant par la Banque d'Angleterre, aboutissent à la même conclusion, à savoir une perte de potentiel de croissance pour le Royaume Uni.
    - o Si le Brexit n'a pour l'heure que peu d'incidences sur la devise et la conjoncture, c'est parce que le processus de sortie promet d'être long, voire même, c'est notre sentiment, ne sera jamais finalisé. Depuis le vote, on observe une bonne tenue de la consommation et des exportations, mais

c'est la conséquence de la dépréciation de la £, d'une croissance des salaires de 2.5%, d'un afflux de touristes et d'une météo favorable. La prudence reste de mise car le taux d'épargne, 3.8%, est déjà faible et l'inflation va augmenter suite à la dépréciation de la £. L'appréciation de la Bourse est la résultante des effets de la dépréciation de la £ sur les résultats des grandes sociétés anglaises et non le reflet d'une confiance dans les perspectives économiques du pays.

- En revanche, les chiffres d'investissements, les indicateurs de confiance PMI traduisent au mieux un légitime attentisme, plus probablement une inquiétude. De même, plusieurs grands fonds immobiliers (M&G, Aviva, Standard Life) ont gelé £ 15 milliards d'actifs, c'est-à-dire bloqué les remboursements et la décision de S&P de dégrader de deux crans la note du pays, à AA, est justifiée, comme la révision en baisse des perspectives de croissance réalisée par le FMI.
- Si le Brexit a beaucoup tenu à la perception d'un problème lié aux migrants, celui-ci aurait dû être dissocié de l'Europe car, depuis vingt ans, les deux tiers de ceux-ci proviennent de pays hors de l'Union Européenne. S'il est un point sur lequel les européens ne céderont pas dans leur négociation avec le Royaume Uni, c'est de dissocier libre circulation de la main d'œuvre de l'accès au marché unique.